



Depuis
150 ans,
le **Conseil
d'État**
au cœur du
Palais-Royal
et de la
République

Exposition

du **3 juillet** au **22 septembre 2025**

Galerie d'Orléans, jardin du Palais-Royal



Plan de la visite

Galerie d'Orléans

Jardin

Les grandes figures

Les grands moments
de l'histoire de France

Le Conseil d'État, ses missions,
ses décisions, avis et études

Le Conseil d'État au Palais-Royal

Les Deux Plateaux

Conseil d'État



Comment ne pas exprimer aujourd'hui le plaisir d'inaugurer, dans cet écrin unique du jardin du Palais-Royal, une exposition dédiée à un anniversaire qui nous tient à cœur : les 150 ans de l'installation du Conseil d'État dans ce lieu emblématique.

À travers cette exposition, nous avons souhaité retracer le parcours d'une institution au service de la démocratie et des citoyens – une institution ancrée dans la cité, une institution au cœur de la République, et une institution toujours à l'écoute des transformations de la société.

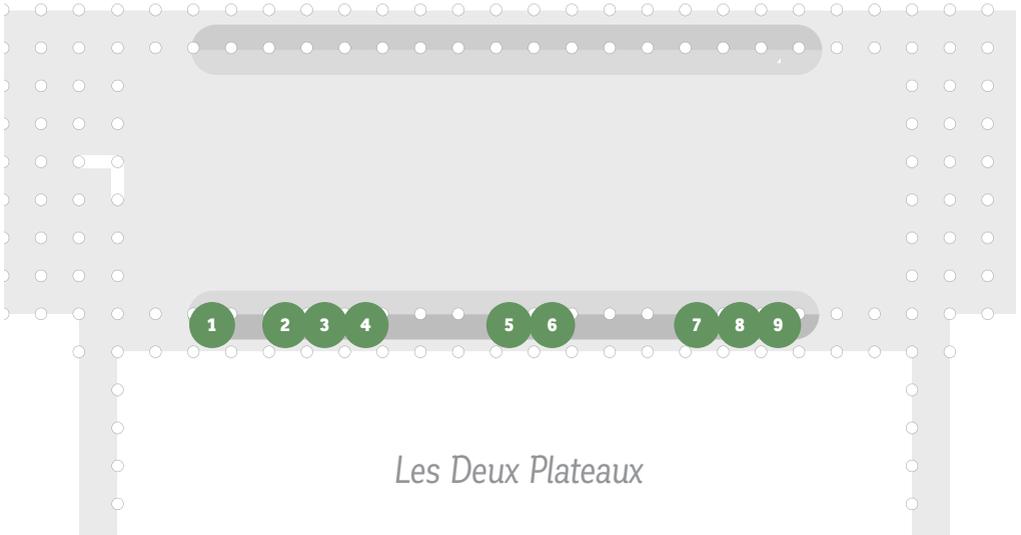
Je forme le vœu que cette exposition porte, pour les visiteurs et les promeneurs, une possibilité de mieux comprendre le rôle du Conseil d'État et, plus largement, le fonctionnement de notre pays. Car faire connaître le droit, c'est aussi renforcer la confiance dans les institutions, dans la justice, dans la démocratie.

Didier-Roland Tabuteau,
vice-président du Conseil d'État

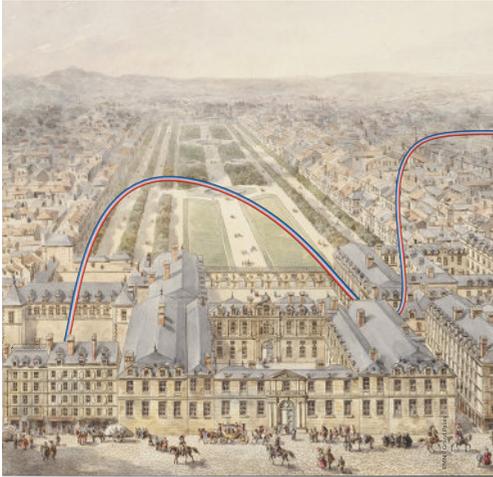
Côté *Les Deux Plateaux*

Le Conseil d'État au Palais-Royal

Jardin



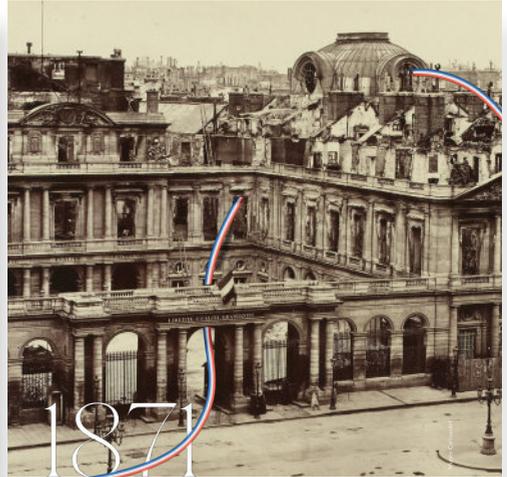
Conseil d'État



Le Palais-Royal, lieu de vie et de divertissement

Richelieu lance la construction du Palais-Royal en 1624. Louis XIV y grandit. Son frère, Philippe d'Orléans, et ses descendants y vivent. Molière y joue. Avec le temps, des commerces de tous genres s'y installent.

1



Le Palais-Royal, incendié sous la Commune

Durant la Commune de Paris, le Palais-Royal est incendié mais le feu est maîtrisé grâce à l'intervention d'habitants du quartier et d'ouvriers de la Banque de France, située à proximité.

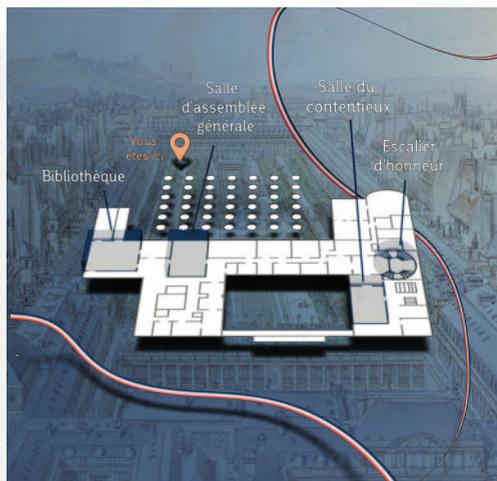
2



L'installation du Conseil d'État au Palais-Royal

Après des travaux de restauration, le Conseil d'État rejoint le Palais-Royal. La Cour de cassation et la Cour des comptes y siègent un temps. Le Conseil constitutionnel et le ministère de la Culture s'y installent en 1959.

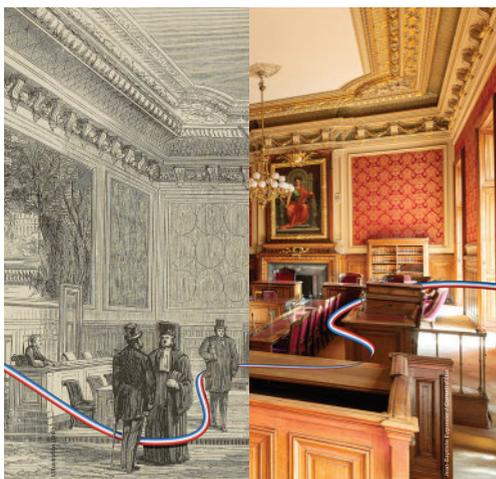
3



Au cœur du Palais-Royal

Le Conseil d'État s'installe dans la partie centrale du Palais-Royal. Juste derrière vous !

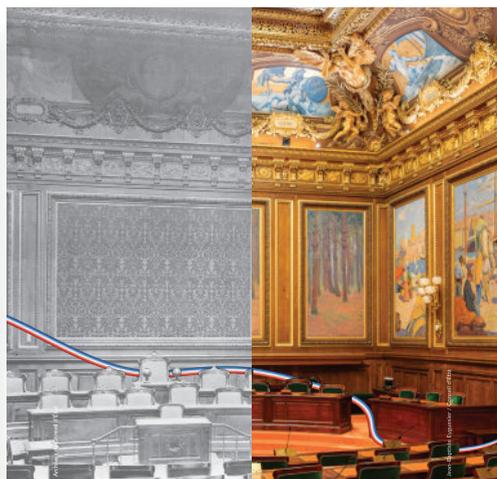
4



Une salle pour les audiences de jugement

Décorée de symboles de la justice, la salle du contentieux a été aménagée en 1875 pour y tenir les audiences qui réunissent jusqu'à 17 juges, les avocats et le public.

5



Une salle pour débattre des avis sur les projets de loi

Inaugurée en 1876, la salle d'assemblée générale est ornée au plafond de peintures représentant les ministères au début de la III^e République. Au XX^e siècle, les murs sont décorés de toiles d'Henri Martin.

6



La bibliothèque

Si seulement deux ouvrages ont échappé à l'incendie du Palais d'Orsay où siégeait le Conseil d'État en 1871, la bibliothèque rassemble aujourd'hui 60 000 volumes. Elle fait aussi office de salle de travail partagée.

7



Le hall et l'escalier d'honneur

Surmonté d'une coupole de 26 mètres, l'escalier d'honneur date du XVIII^e siècle. Autrefois réservé aux visites officielles, il est aujourd'hui emprunté par les justiciables pour se rendre aux audiences.

8



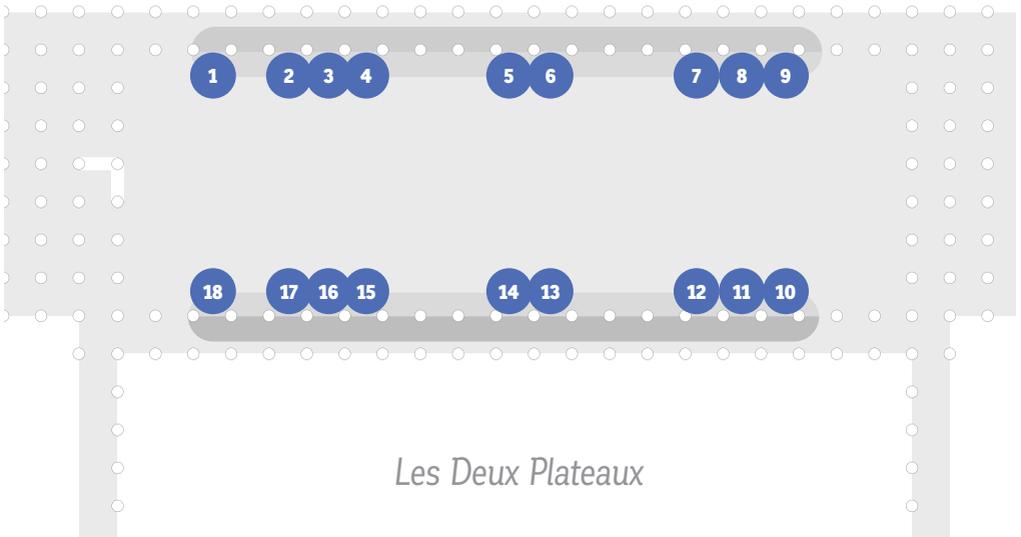
Les colonnes de Buren et le Conseil d'État : une histoire contrariée

Après avoir suspendu la construction des *Deux plateaux* en 1986, le Conseil d'État juge en 1992 qu'à la suite de la régularisation de la procédure, les travaux sont conformes au droit.

Côté Galerie

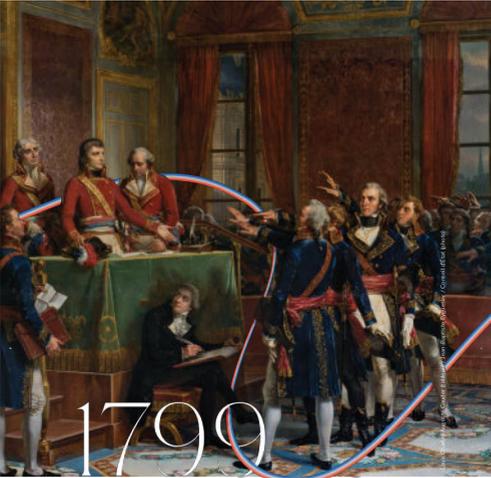
Le Conseil d'État, ses missions, ses décisions, avis et études

Jardin



Conseil d'État

Missions



Le Conseil d'État sous sa forme moderne

Héritier du « Conseil du Roy », le Conseil d'État est créé par la Constitution de l'An VIII. Deux missions lui sont confiées, préfigurant celles qu'il exerce par la suite : juge et conseiller juridique.

1



Juger les conflits entre citoyens et administrations

Lorsqu'il est saisi par un citoyen, le Conseil d'État vérifie que les administrations (État, collectivités territoriales, hôpitaux...) respectent le droit et les libertés fondamentales.

2



Conseiller le Gouvernement et le Parlement

Le Conseil d'État rend des avis sur les projets de loi du Gouvernement, des propositions de loi du Parlement et des projets de réglementation. Il ne se prononce pas sur les choix politiques. Ses avis sont rendus en droit.

3

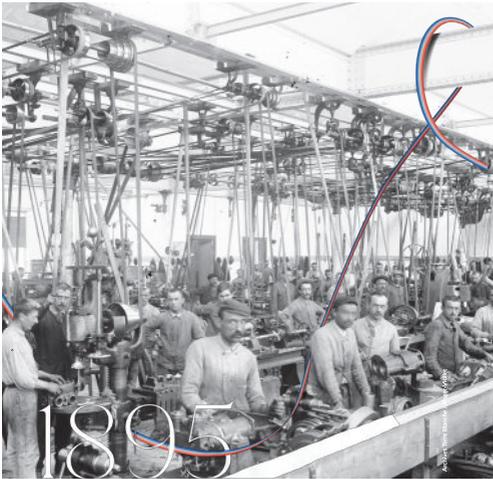


Produire des études pour éclairer l'action publique

Sur demande du Gouvernement ou de sa propre initiative, le Conseil d'État rédige des études pour proposer des améliorations du droit existant et de l'action publique.

4

Travail



Indemnisation en cas d'accident du travail

Le Conseil d'État juge qu'un ouvrier victime d'un accident du travail doit être indemnisé par l'État, son employeur, même si celui-ci n'a pas commis de faute, dès lors que l'ouvrier a été exposé à un risque.

5



Défense de tous les salariés par les syndicats

Saisi d'un projet de loi issu des accords conclus en mai 68, le Conseil d'État suggère, dans son avis, de préciser que les syndicats doivent pouvoir défendre tous les salariés, et non leurs seuls adhérents.

6

Droits des femmes



L'égalité salariale femmes - hommes partout

Saisi d'un projet de loi visant à assurer l'égalité salariale dans le secteur privé, le Conseil d'État recommande de l'étendre à la fonction publique pour respecter les engagements internationaux de la France.

7



Protection de la femme enceinte

Licenciée après avoir annoncé sa grossesse, une infirmière saisit le Conseil d'État qui annule son licenciement et consacre dans le droit l'interdiction de licencier une femme enceinte.

8

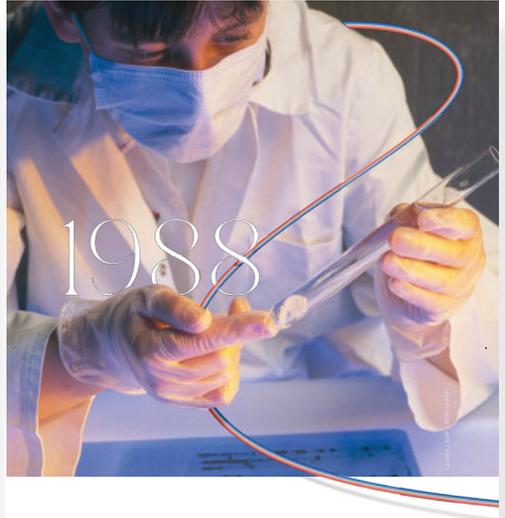
Santé



Accès à la contraception sans accord parental

Saisi d'un projet de loi rendant accessible gratuitement la pilule dans les centres de planning familial, le Conseil d'État recommande de supprimer l'obligation de recueillir l'accord des parents pour les mineures.

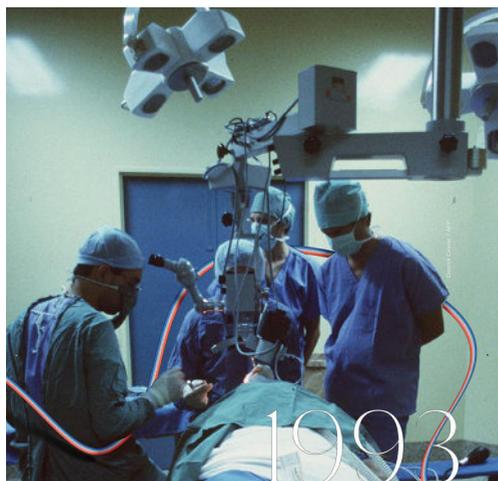
9



Reconnaissance des principes bioéthiques

Face aux progrès médicaux, le Conseil d'État préconise dans une étude d'inscrire les grands principes bioéthiques dans la loi afin d'encadrer les nouvelles pratiques et de protéger les personnes.

10



Indemnisation d'un accident médical

Saisi par un patient victime d'une paralysie à la suite d'un examen médical, le Conseil d'État juge que l'hôpital doit l'indemniser, même si aucune faute n'a été commise par les médecins.

11



Alerte des consommateurs en cas de danger

Le Conseil d'État juge légale la mise en garde de la population par le ministre de la Santé si la consommation de certains produits présente un risque grave pour la santé, même sans obligation prévue par la loi.

12

Environnement



Pollueur, payeur

Le Conseil d'État juge qu'une entreprise responsable d'une pollution doit aussi payer les analyses effectuées pour évaluer les risques et les mesures à prendre pour protéger les populations.

13

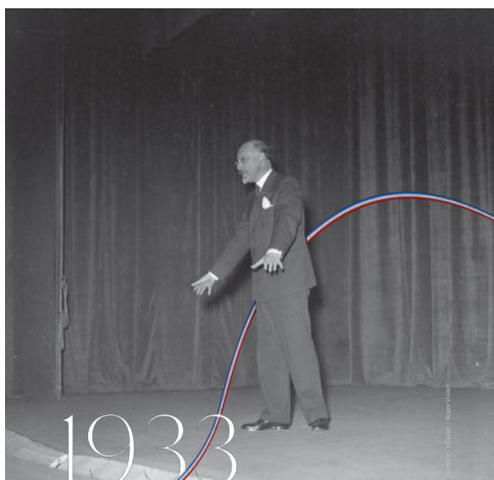


Pollution : obligation pour l'État d'agir

Le Conseil d'État condamne l'État à payer une astreinte de 10 millions d'euros par semestre, tant que celui-ci n'a pas pris les mesures suffisantes pour réduire la pollution de l'air.

14

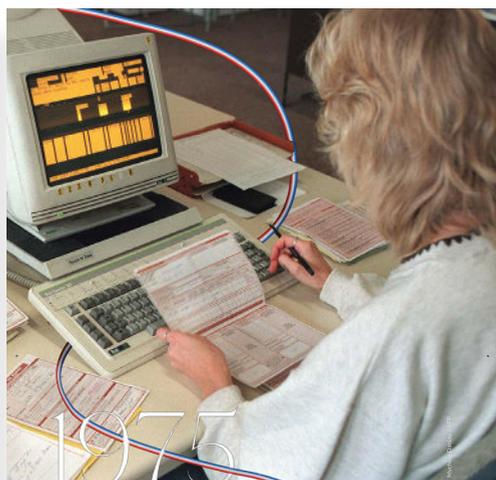
Droits fondamentaux



Protection des libertés fondamentales

Saisi par un écrivain dont la conférence avait été interdite, le Conseil d'État juge qu'une restriction d'une liberté fondamentale est illégale si d'autres mesures moins contraignantes peuvent prévenir le risque de trouble à l'ordre public.

15



Respect de la vie privée et informatique

Le Conseil d'État propose des mesures pour que l'essor de l'informatique se fasse dans le respect de la vie privée. Ses propositions préfigurent la loi « Informatique et libertés » de 1978.

16

1989



Des lois conformes aux traités internationaux

Le Conseil d'État vérifie que les lois respectent les engagements internationaux de la France, notamment le droit de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

17



Une justice administrative au service des citoyens

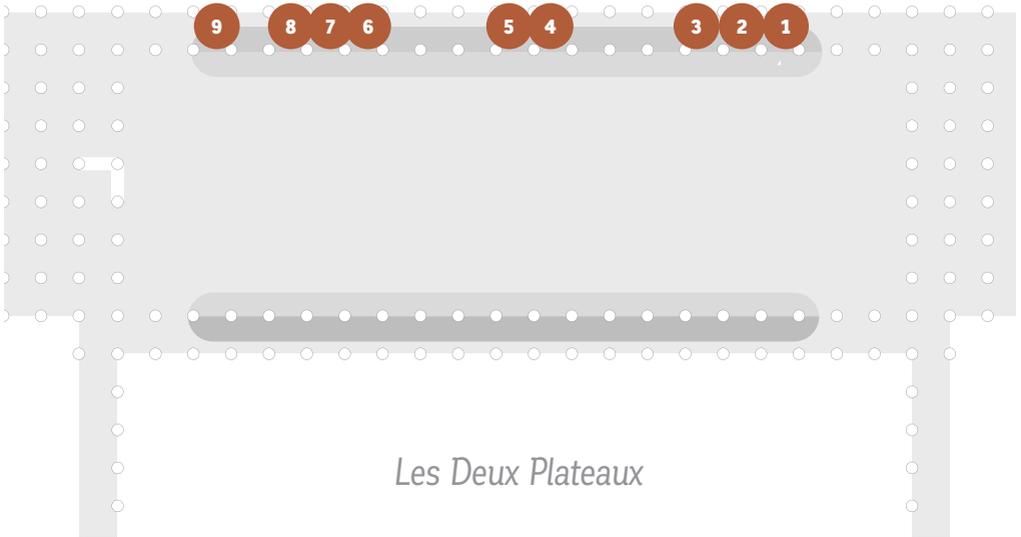
Le Conseil d'État, les 42 tribunaux administratifs, les 9 cours administratives d'appel ainsi que la Cour nationale du droit d'asile et le Tribunal du stationnement payant, forment la juridiction administrative.

18

Côté *Jardin*

Les grands moments de l'histoire de France et les grandes figures

Jardin



Les grands moments de l'histoire de France



Au cœur des bouleversements de la Première Guerre mondiale

Le Conseil d'État rend des avis sur des situations de vie inédites liées à la mobilisation et fixe le cadre de l'action de l'État en cas de « circonstances exceptionnelles ».

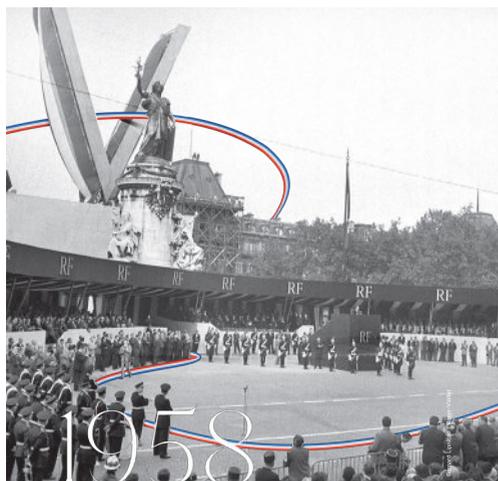
1



Les temps sombres de la Seconde Guerre mondiale

Si plusieurs de ses membres rejoignent la France libre ou la Résistance, le Conseil d'État participe, par ses avis et ses décisions, à la mise en œuvre de la politique du régime de Vichy et notamment à l'application des lois antisémites.

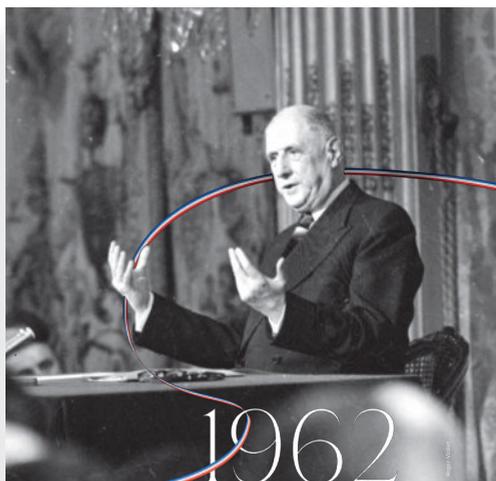
2



Une nouvelle Constitution pour la France

Avant que le projet de nouvelle Constitution soit soumis à référendum, le Conseil d'État veille à la bonne rédaction du texte, à sa cohérence et à son inscription dans la tradition constitutionnelle française.

3



Une année de crise politique et institutionnelle

Le Conseil d'État estime contraire à la Constitution l'utilisation de son article 11 pour soumettre à référendum le projet prévoyant l'élection du président de la République au suffrage universel.

4



Covid-19 : le Conseil d'État, juge de l'urgence et des libertés

Saisi de nombreux recours, le Conseil d'État intervient sans interruption, parfois en extrême urgence, pour vérifier que les restrictions des libertés sont justifiées par la situation sanitaire.

5

Les grandes figures

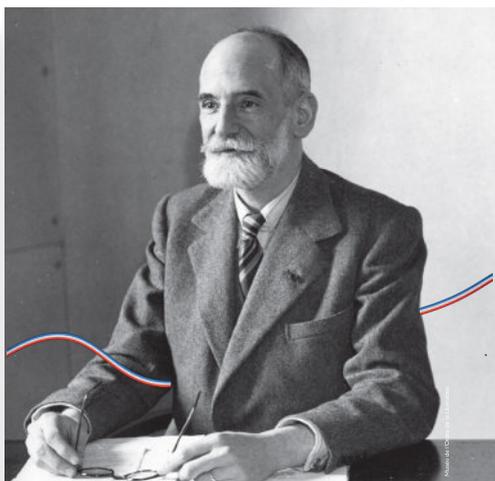


Portrait de Léon Blum par Jacques-Émile Bligny

Léon Blum

Membre du Conseil d'État de 1895 à 1919, Léon Blum se distingue par ses analyses juridiques dans des litiges liés aux conflits sociaux du début du XX^e siècle, comme les grèves d'Armentières.

6



Portrait de René Cassin par Jacques-Émile Bligny

René Cassin

Après avoir préparé, auprès du général de Gaulle, les lois pour l'après-guerre, René Cassin devient vice-président du Conseil d'État en 1944. Il est l'un des artisans, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

7



Alexandre Parodi

Résistant et compagnon de la Libération, Alexandre Parodi devient ministre du Travail et de la Sécurité sociale en 1944, puis vice-président du Conseil d'État en 1960.

8



Des femmes pionnières

En 1953 seulement, Louise Cadoux et Jacqueline Bauchet deviennent les premières femmes membres du Conseil d'État et Marcelle Pipien, la première magistrate de tribunal administratif.

9

Merci à...

Aymeric Peniguet de Stoutz, administrateur du domaine national du Palais-Royal, Erik Orsenna, écrivain, conseiller d'État honoraire, membre de l'Académie française, Marc Sanson, conseiller d'État honoraire, Xabi Velazquez, adjoint à la directrice de la communication du Conseil d'État, Claire Sibille - de Grimoüard, directrice de la bibliothèque et des archives du Conseil d'État, les agents du cabinet et du département de l'accueil, de la sécurité et de la maintenance du Conseil d'État.

Crédits photos

© RMN-Grand Palais p. 1, 5, 6 © Jean-Baptiste Eyguesier / Direction de la communication du Conseil d'État p. 3, 7, 8, 11, 12, 19 © Musée Carnavalet p. 5 © L'illustration p. 7 © Archives du Conseil d'État p. 7, 25 © Albert Harlingue / Roger-Viollet p. 8 © Getty Research Institute p. 8 © DB-ADAGP Paris 2025 p. 9 © CESE, archives p. 12 © Terre Blanche / Roger-Viollet p. 13 © Bernard Herman / Daniel Lapied, Fonds France-Soir / BHVP / Roger-Viollet p. 13 © Jean Meunier / AFP p. 14 © Getty images p. 14 © AFP p. 15 © Laurent / BSIP / BSIP via AFP, p. 15 © Derrick Ceyrac / AFP p. 16 © Marcel Mochet / AFP p. 16 © Eric Feferberg / AFP p. 17 © Joël Saget / AFP p. 17 © Exclesior - L'Equipe / Roger-Viollet p. 18 © Mychèle Daniau / AFP p. 18 © Adobe Stock p. 19 © L'illustration p. 21 © Ullstein Bild / Roger-Viollet p. 21 © Bernard Lipnitzki / Roger-Viollet p. 22 © Roger-Viollet / Roger-Viollet p. 22 © Magali Cohen / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP p. 22 © Fondation nationale des Sciences politiques p. 24 © Musée de l'Ordre de la Libération p. 24



1, place du Palais-Royal - 75100 Paris Cedex 01
www.conseil-etat.fr

